

**Le mouvement pacifiste, les mouvements de libération,
l'internationalisme et l'interventionnisme des superpuissances**
**The Peace movement, liberation movements, internationalism
and superpower interventionism**
**El movimiento pacifista, los movimientos de liberación, el
internacionalismo y la intervención de las super-potencias**

Dimitrios Roussopoulos

Number 12 (52), Fall 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034571ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034571ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Roussopoulos, D. (1984). Le mouvement pacifiste, les mouvements de libération, l'internationalisme et l'interventionnisme des superpuissances. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 151–158. <https://doi.org/10.7202/1034571ar>

Article abstract

This article raises six important aspects for discussion. The first outlines the dangers of interventionism; the second points to the relation between conventional arms and nuclear arms; the third reminds us of the consequences of a "nuclear winter" in the southern hemisphere; the fourth deals with relations between non-aligned peace movements and national liberation movements; the fifth points out that the support of non-aligned peace movements for national liberation movements is not unconditional. The sixth section of this article concerns the recognition of non-aligned pacifist movements by national liberation movements.

Le mouvement pacifiste, les mouvements de libération, l'internationalisme et l'interventionnisme des superpuissances

D. Roussopoulos

La Marche pour le désarmement et les besoins réels de l'homme du 12 juin 1982, à New York, fut la plus importante manifestation, à ce jour, du mouvement pacifiste américain. La semaine précédente, le 6 juin, avait lieu une tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres par des agents iraqiens. L'armée et l'aviation israéliennes avaient envahi le Liban. En date du 12 juin, des milliers de civils libanais et palestiniens avaient été tués ou blessés, dont plusieurs par des avions, des bombes et d'autres armes fabriqués aux

États-Unis. En plus de combattre les Palestiniens et les Libanais, l'armée israélienne s'était trouvée aux prises avec l'armée syrienne qui avait occupé le Liban en 1976, présumément pour protéger la population chrétienne de ce pays déchiré par la guerre.

Le 12 juin, au moment où un million de personnes marchaient dans les canyons bétonnés de New York, vers Central Park, il n'était pas encore clair que les Syriens allaient être en mesure de résister aux Israéliens. Nous avons été placés devant l'éventuelle pos-

sibilité que les superpuissances se voient forcées d'appuyer leurs clients du Moyen-Orient, tout comme elles avaient fait durant la guerre du Moyen-Orient, en 1973. Durant les derniers jours de cette guerre, le président Nixon avait placé les forces armées américaines sur un pied d'alerte nucléaire pour empêcher l'Union soviétique de venir en aide à la Troisième armée égyptienne qui, piégée dans le désert du Sinaï, encerclée et vaincue, allait mourir de faim.

À Central Park, ce 12 juin 1982, une seule oratrice a fait allusion à

152 cette guerre qui faisait rage au Liban. Personne n'est venu dire que cette confrontation Israël-Syrie pouvait déclencher un affrontement entre les États-Unis et l'Union soviétique et l'holocauste nucléaire que nous craignons tant.

Le général Thomas Kelly de la Division du sud de l'OTAN (AFSOUTH) remarquait plausiblement que :

Si nous avons une troisième guerre mondiale, elle se déclencherait probablement d'ici, en Méditerranée, au moment où un conflit local deviendra hors contrôle¹.

Les plus grands bénéficiaires de l'aide militaire américaine pour l'année fiscale 1983 sont, par ordre d'importance : Israël, l'Égypte, la Turquie, l'Espagne, le Pakistan et la Grèce².

La principale préoccupation, dans chaque cas, est de consolider la prédominance des États-Unis au Moyen-Orient. De plus, les États-Unis vendent de grandes quantités d'armes à l'Arabie saoudite et développent, pour les forces d'intervention américaines, la structure d'une base militaire encerclant la région du golfe. Alors que le discours officiel exprime la menace d'une agression soviétique, une autre interprétation, davantage vraisemblable, est à l'effet que les menaces perçues viennent de la région même, incluant la possibilité d'une rébellion locale contre les régimes des États producteurs de pétrole qui sont, pour la plupart, de

bons alliés des États-Unis et se perçoivent comme dépendants de la puissance américaine pour se protéger du nationalisme arabe. L'opinion du général Kelly est réaliste, si nous entendons par Méditerranée, la Méditerranée de l'Est s'étendant jusqu'au golfe. C'est un « miracle » qu'il n'y ait pas encore eu de catastrophe nucléaire. Entre novembre 1946 et octobre 1973, il y a eu dix incidents où les forces nucléaires stratégiques des États-Unis furent impliquées (nous n'avons pas de données depuis, ni de l'Union soviétique, ni des autres puissances nucléaires)³. En termes clairs, cela signifie que chaque président des États-Unis a considéré l'utilisation des armes nucléaires. Daniel Ellsberg est explicite à ce sujet⁴. Notons la situation géographique des pays du Tiers-Monde dans les exemples qui suivent.

Le 30 novembre 1950, le président Truman a prévenu, en conférence de presse, que les États-Unis avaient envisagé la « possibilité » d'utiliser des armes nucléaires au lendemain de l'encerclement au réservoir Chosin, en Corée, de *marines* américains par des troupes communistes chinoises.

En 1953, le président Eisenhower a proféré secrètement des menaces nucléaires à l'endroit de la Chine pour forcer et maintenir un règlement du conflit coréen.

En 1954, le secrétaire d'État Dulles a fait une offre secrète au premier ministre français Bidault de trois armes nucléaires tactiques pour délivrer les troupes françaises assiégées à Diên Biên Phu.

En 1958, Eisenhower a donné une directive secrète aux chefs d'État réunis au moment de la « crise du Liban », de se préparer à utiliser les armes nucléaires pour empêcher l'Irak d'envahir les champs pétrolières du Koweït. Durant la même année, une autre directive semblable, concernant cette fois la Chine, fut donnée, au

cas où les communistes tenteraient d'envahir l'île de Quemoy.

En 1962, durant la crise des missiles cubains, selon les mémoires des participants, les « meilleurs et les plus brillants » estimaient, au point culminant du conflit, les possibilités d'une guerre nucléaire à une sur deux ou à une sur trois.

En 1968, la Maison-Blanche avait été informée de la possibilité de l'utilisation d'armes nucléaires pour défendre les *marines* encerclés à Khe Sanh, au Viêt-Nam.

De 1969 à 1972, le président Nixon a émis des menaces secrètes concernant l'emploi possible d'armes de destruction massive incluant les armes nucléaires.

En janvier 1980, nous avons la doctrine Carter sur le Moyen-Orient, telle qu'expliquée par le secrétaire à la Défense, Harold Brown, par l'assistant-secrétaire d'État, William Dyess, et par d'autres porte-parole, et réaffirmée substantiellement par le président Reagan en 1981.

Blechman et Kaplan concluent à partir de cette liste qu'il y eut « 215 incidents dans lesquels les États-Unis ont employé leurs forces armées à des fins politiques, entre 1946 et 1975 ». Ils ont aussi fait remarquer que :

Tout comme les troupes au sol envoyées outre-mer, les forces nucléaires stratégiques servent, de façon permanente, des objectifs politiques vitaux ; ce qui prévient peut-être d'éviter leur utilisation de façon claire et distincte.

Une évaluation sûre et, sans doute, précise.

Ces cas particuliers, et bien d'autres, s'avèrent très instructifs lorsque nous les étudions — et ce ne sont pas les seuls où l'emploi des armes nucléaires fut sérieusement considéré et possiblement utilisé comme menace. D'autres pays ont aussi proféré des menaces nucléaires, telle l'URSS au moment de l'invasion de l'Égypte par Israël, la France et la Grande-Bretagne en 1956 et, apparemment, il en va de même d'Israël, aux débuts de la

guerre d'octobre 1973 quand l'Égypte et la Syrie ont attaqué l'armée d'occupation israélienne dans le Sinaï et sur les hauteurs du Golan⁵.

Du 15 au 18 mars 1984, sur l'île de la république de Malte, en Méditerranée, a eu lieu la Première conférence internationale de mouvements alternatifs, pacifistes et de libération.

Des représentants et des membres de mouvements de 60 pays s'y sont rencontrés. On croit, de plus en plus, que les échanges devraient être plus fréquents entre les mouvements qui travaillent au changement social et ceux qui oeuvrent au changement politique. Cette réunion avait un ordre du jour souple, relevant davantage d'une orientation exploratoire que décisionnelle. Les sujets abordés couvraient un large spectre : menace croissante d'une guerre nucléaire, nature des sphères d'influence des superpuissances et de leurs interventions dans les points chauds du Tiers-Monde, nature de l'association non-alignée des États-nations et du rôle de la violence et de la non-violence dans les luttes anti-coloniales. Bien que la représentation des différents pays ne fut pas complète, il y avait des représentants des principaux mouvements pacifistes non-alignés de l'hémisphère nord, de même que de certains groupes alternatifs et écologistes importants, des représentants de groupes indépendants de Pologne, de Hongrie et d'Allemagne de l'Est. Le mouvement de résistance en Afghanistan avait envoyé des représentants, tout comme plusieurs mouvements de l'hémisphère sud, allant de l'OLP aux Sandinistes, du FMLN au Salvador à l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Il n'y eut aucune déclaration finale ou proposition formelle bien qu'on ait mis en place un comité pour donner suite à cette rencontre. Cette conférence fut organisée par la Société

autrichienne pour les relations Nord-Sud et le Laboratoire de la paix de Malte. Quelles réflexions significatives peut-on retenir de cette expérience ? À partir de quelles bases peut-on établir et fonder une compréhension des relations Nord-Sud ?

D'abord, les mouvements du Sud, à la fois ceux qui dépendent de l'autorité de l'État et ceux qui n'en dépendent pas, réalisent que le système mondial est largement dominé par un ordre économique capitaliste dont le cœur est la métropole, les États-Unis. En conséquence, sans changements majeurs dans la métropole, y compris (mais à des degrés moindres) dans les autres pays du Nord, l'emprise de cet ordre économique sur leurs pays ne peut être relâchée. Leurs économies et leurs sociétés ont des *options limitées de changement* faute d'un changement significatif dans les relations de pouvoir dans la métropole.

Deuxièmement, considérant ce qui précède, l'importante force sociale pouvant provoquer le changement nécessaire, est constitué des mouvements de masse pacifistes et alternatifs du Nord. Ce fait est généralement reconnu par les organisations politiques du Sud. Cela ne veut pas dire que les partis politiques sociaux-démocrates, les syndicats, ont été balayés, mais simplement reconnaître qu'en termes de mouvement à la base dans notre société, la pendule politique s'est déplacée.

Troisièmement, il est devenu évident, pour les leaders des mouvements du Sud en particulier, qu'ils doivent avoir une meilleure compréhension des mouvements visant des changements dans l'hémisphère nord, si une liaison significative doit être établie. La conférence de Malte reflète cette tentative.

Quatrièmement, les mouvements pacifistes et alternatifs non-alignés de l'hémisphère nord (c'est

à-dire à la fois indépendants et critiques des politiques des deux superpuissances), tout en cherchant une meilleure compréhension et un meilleur support pour les mouvements de libération du Sud, maintiennent clairement que la solidarité offerte *n'est pas* inconditionnelle. Les jours sont révolus où on pouvait compter sur les vieilles organisations de gauche pour apporter un appui inconditionnel aux mouvements de libération nationale et aux gouvernements élus à la suite de cet appui. Un des plus intéressants ateliers tenus durant la conférence de Malte portait sur le sujet de la violence et de la non-violence. On a cherché à faire une distinction entre « terrorisme » et « résistance armée ». On a aussi critiqué le fait que la soi-disant « violence révolutionnaire » était plus souvent qu'autrement adoptée comme stratégie par une élite révolutionnaire dominant la hiérarchie organisationnelle et était davantage le reflet des exigences d'un mode organisationnel autoritaire qu'une nécessité imposée de l'extérieur. Fut aussi critiquée, la mystification de la violence, et admise une ignorance généralisée de la non-violence révolutionnaire. Une autre critique des mouvements du Sud fut faite par les féministes présentes. En vérité, un atelier entièrement composé de femmes a produit une déclaration des plus incisives sur cette question.

Cinquièmement, il demeure une grande ignorance des conséquences d'une guerre nucléaire sur l'hémisphère sud. Un des moments dignes de mention de la rencontre de Malte fut lorsque le Dr Daniel Ellsberg porta à l'attention des participants quelques-unes des saisissantes données scientifiques concernant la thèse de l'« hiver nucléaire ». Plusieurs représentants des mouvements de libération qui pensaient jusqu'alors qu'une guerre nucléaire entre superpuissances détruirait l'hémisphère nord, et qu'il serait possible de survivre dans la

154 partie sud de la planète, furent ébranlés par cette nouvelle évidence. D'où la nécessité pour eux d'un travail commun avec les mouvements du Nord, en tenant compte de cette nouvelle urgence. Les effets d'une guerre nucléaire sur la planète tout entière doivent être largement publicisés dans les pays non-alignés, de même qu'au sein des mouvements de libération nationale. À partir de cette nouvelle information, une liaison plus étroite entre ces mouvements peut s'avérer possible.

En plus des cinq aspects déjà mentionnés, nous pouvons avancer, à partir d'autres observations, qu'un nouvel internationalisme est en cours, lequel constitue l'essence même de notre perspective. Je le propose ici comme point de départ de la discussion.

1. Le mouvement pacifiste non-aligné est conscient que les pays industrialisés du Nord sont en train de perdre plusieurs de leurs importants privilèges. Au cours des deux dernières décennies, en lisant au sujet des guerres et de la misère économique dans le Tiers-Monde, nous avons un sentiment d'éloignement à l'effet que « ça ne pouvait pas se produire ici ». Nous réalisons maintenant que nous ne sommes plus en sécurité ; qu'en réalité, une guerre pourrait à nouveau avoir lieu, impliquant l'Europe et l'Amérique du Nord. Même sans holocauste nucléaire, notre société peut encore devenir de plus en plus improduc-

tive et invivable à cause de la pollution de l'environnement produite par le même système industriel responsable du militarisme. Ce système industriel ne produit plus d'emplois pour la nouvelle génération, en particulier au moment où notre main-d'oeuvre active entre en compétition avec celle des pays du Tiers-Monde. L'internationalisme n'est plus simplement un noble idéal. Il a, pour la première fois peut-être, une conséquence pratique pour nous, au moment où nous commençons à comprendre de façon critique les relations existant entre notre société et les autres sociétés avec lesquelles elle est en contact.

2. Le mouvement pacifiste non-aligné s'intéresse de plus en plus aux véritables raisons de la guerre froide. Il ne semble pas que ce soit un cas d'« impérialisme *versus* socialisme » ou de « communisme *versus* monde libre ». Pourquoi l'« impérialisme » voudrait-il conquérir l'Europe de l'Est alors que les pays « socialistes » font la guerre aux banques occidentales pour obtenir des crédits financiers, et offrent une main-d'oeuvre disciplinée et bon marché aux compagnies occidentales ? Pourquoi le « communisme » voudrait-il conquérir l'Europe de l'Ouest quand les Soviétiques ont des difficultés croissantes à contrôler leurs pays satellites de l'Est ? La guerre froide n'a rien de particulièrement simple ; c'est un état de choses qui se perpétue de lui-même, comme le fait une entreprise utile au maintien de droits et de privilèges acquis. Elle aide à soutenir la gloire nationale des deux superpuissances, à maintenir une hégémonie à l'intérieur de leurs blocs respectifs, et à préserver l'unité des blocs et la division de l'Europe, légitimant les États et les classes dirigeantes face à l'opposition interne croissante qu'ils connaissent.

Il n'y a pas, non plus, de lutte entre « impérialisme et socialisme »

dans le Tiers-Monde. C'est là un développement plus complexe parce qu'il est récent. Voici ce qui semble se produire :

a) La puissance du système mondial (capitaliste) et du marché mondial des multinationales conduit plusieurs pays pauvres à la guerre civile ;

b) Si un nouveau régime est établi dans un pays pauvre, à la suite d'une guerre civile, il est généralement pressé de rétablir ses relations économiques avec l'Ouest. L'Union soviétique n'a pas les moyens de mettre fin aux pénuries économiques des pays pauvres devenus profondément dépendants du capitalisme occidental ;

c) Le type de « révolution » ou de changement de régime qui se produit aujourd'hui dans le Tiers-Monde ne semble pas menacer l'accès de l'Ouest aux matières premières et aux marchés. Il n'est plus vrai qu'un régime particulièrement répressif est nécessaire pour produire une main-d'oeuvre bon marché pour le capital occidental. La disponibilité mondiale de main-d'oeuvre bon marché excède de beaucoup les besoins des multinationales ;

d) L'Union soviétique n'est pas un concurrent économique d'importance pour le Tiers-Monde et n'a rien à gagner des clients qu'elle se crée, pas plus que ces clients ne sont satisfaits du soutien économique qu'ils reçoivent de cette dernière. Ils demeurent influencés par les Soviétiques, du fait de leurs besoins militaires ;

e) Bien que l'Occident ait certaines craintes sur le plan économique et que l'Union soviétique n'en ait point, il existe néanmoins une compétition militaire globale entre les deux, la France et la Grande-Bretagne apparaissant comme partenaires mineures. Pour les États-Unis, une approche militaire des problèmes du Tiers-Monde présente certains attraits, non à cause de l'Union soviétique, mais

face à leurs alliés occidentaux, devenus de forts rivaux économiques dans une industrie en croissance : la production d'armes nucléaires. L'Union soviétique tente de maintenir une présence militaire dans le monde pour échapper à l'encerclement qu'elle redoute, maintenir son statut de superpuissance et éclaircir l'avenir du « camp socialiste » qui a, aussi, l'espoir d'étendre son influence idéologique. En ce qui concerne les intérêts occidentaux, il ne s'avère plus nécessaire de « contenir » l'Union soviétique. La course aux armements dans le Tiers-Monde a perdu sa raison d'être initiale, elle se poursuit d'elle-même et demeure un moyen de maintenir l'hégémonie d'une superpuissance.

3. Alors que le conflit entre l'Est et l'Ouest devient idéologiquement désuet, il continue à menacer la paix du fait de la rareté croissante des diverses ressources naturelles qui amèneront, sans doute, une rivalité entre les pays occidentaux. Car, ce n'est pas seulement le capitalisme, mais l'avidité du système industriel produit et exporté par le capitalisme qui va inévitablement conduire au désastre écologique et militaire. À long terme, il ne peut y avoir de désarmement nucléaire sans une certaine forme de « désarmement industriel ». Il en va de même des crises écologiques et sociales, que nous ne pourrions résoudre qu'à condition de nous dégager du marché mondial et de nous engager dans des formes d'autosuffisance à différents niveaux. On a fait observer que les pays du Tiers-Monde devaient viser une autosuffisance car la technologie importée est incapable de satisfaire les besoins des populations et d'utiliser les ressources locales, gênant ainsi la capacité des individus de créer et contrôler leur propre développement économique et social. Il devient maintenant apparent que notre système industriel, avec ses inévitables sous-

produits militaires, a des effets asphyxiants similaires dans la métropole. Si le désengagement de ce système industriel commence dans nos sociétés du fait de la crise que nous vivons, cela serait aussi un service inestimable rendu aux peuples du Tiers-Monde.

4. Ça prend plus que la peur de la mort dans une guerre nucléaire pour provoquer un engagement dans le mouvement pacifiste, et plus qu'une compréhension du danger du suicide écologique pour créer une détermination de supprimer les institutions et modifier les politiques qui ont créé ce chaos. Le fait est que le mouvement pacifiste, tout comme le mouvement écologiste, a aidé à créer une nouvelle éthique. De plus en plus nombreux sont ceux qui admettent qu'il est moralement néfaste de participer à des structures politiques et économiques conduisant à une fin de l'histoire humaine. Ils ont moins d'hésitation à déclarer l'urgence morale de la situation et un moindre besoin de cacher cette préoccupation sous des analyses théoriques, dans le style de la gauche traditionnelle. Le mouvement pacifiste doit s'intéresser de plus en plus à ce qui se passe dans le Tiers-Monde. Toute atteinte quotidienne à la vie humaine dans les pays pauvres par la guerre, la torture et la sous-alimentation nous concerne, cela est indéniable. Ce qui est en cause n'est pas seulement la vraisemblance de l'intervention d'une superpuissance dans le Tiers-Monde entraînant nos sociétés dans un holocauste nucléaire, ou la possible destruction des forêts de l'Amazonie causant une raréfaction de l'oxygène au niveau de la planète, ou la disponibilité de la main-d'oeuvre à bon marché dans les pays pauvres créant une pression sur les salaires dans les nations industrialisées. L'intérêt pour ces questions doit refléter, d'abord et avant tout, le fait que le mouvement pacifiste ne peut gagner sa course

qu'à condition que de plus en plus de gens comprennent que se soucier d'une survie humaine à long terme implique le renforcement de notre solidarité avec les peuples du Tiers-Monde.

5. Les mouvements de solidarité du passé étaient principalement préoccupés de soutien à la lutte armée de mouvements de libération nationale. Ces mouvements ont passé temps et énergie à recueillir des fonds, espérant que les sociétés nouvellement émancipées accompliraient un pas peu susceptible d'être franchi dans nos propres pays. Mais l'expérience a montré que, là où les mouvements de libération nationale sont arrivés au pouvoir, les formes sociales créées furent très éloignées du type socialiste espéré par les mouvements occidentaux de solidarité. En vérité, il n'y eut guère d'indication d'une émancipation véritable des travailleurs, des femmes et des paysans ou de formes de développement économique permettant l'autosuffisance. Au contraire, l'autoritarisme s'est rapidement installé, avec ses bureaucraties rouges, sa mauvaise gestion économique et un étouffement des libertés civiles et des droits humains. Ces expériences ont montré comment les luttes armées sont parfois inévitables, mais loin d'être des moyens satisfaisants de création de sociétés nouvelles. Les mouvements de libération nationale peuvent produire une nette brisure avec les vieilles classes dirigeantes et l'impérialisme mais ils ne produisent pas forcément une nouvelle culture, organisation sociale, ou économie pouvant mener à une redistribution radicale du pouvoir. En réalité, si on laisse de côté toute mystification de la lutte armée, un examen attentif des insurrections anticoloniales démontre qu'un grand nombre de gens ordinaires posant des gestes de désobéissance civile accumulent des gains politiques significatifs conduisant à des défections

156

importantes de couches périphériques de la classe dirigeante traditionnelle.

Plus souvent qu'autrement, les victoires décisives ne se produisent pas sur le champ de bataille mais sur le terrain politique et psychologique, fait qui donne une crédibilité aux mouvements non violents tendant à être ignorés des autorités nouvelles.

L'internationalisme, maintenu par les groupes de solidarité avec le Tiers-Monde durant les deux dernières décennies, permet une vue d'ensemble pénétrante des effets négatifs du mythe de la lutte armée et des formations militaires autoritaires. Le culte du *guérillero* armé tenant un fusil au-dessus de sa tête n'exprime pas une nouvelle culture ou les espoirs d'un peuple dans un mouvement de résistance. Du fait de ce culte, on a fermé les yeux sur les luttes non violentes, on les a même ridiculisées. La thèse des Palestiniens, à l'effet qu'ils doivent avoir recours à la piraterie aérienne pour attirer l'attention internationale, est contre la conscience de ces internationalistes. Cette préoccupation pour la violence a, de plus, rendu plus d'un aveugle à ce dont nous devons prendre conscience maintenant, à savoir que notre gamme d'actions et d'intérêts devient sérieusement limitée, tout en s'offrant le luxe de ne pas en être les victimes.

Maintenant, une nouvelle sorte de solidarité est nécessaire, une

solidarité qui place le mouvement pacifiste entre les forces de l'impérialisme des superpuissances et les forces anti-impérialistes locales. Les formes d'interventions non violentes, lorsqu'il y a conflit, sont plus importantes que les mots et l'argent. Des efforts pour empêcher nos gouvernements de soutenir des interventions dans le Tiers-Monde et d'envoyer des armes à des régimes corrompus sont inclus dans ce programme internationaliste. Le mouvement pacifiste, comme force morale et politique, devrait chercher à secouer l'unité pseudo-légitime des profiteurs de l'oppression. Le mouvement ne sera pas pris au sérieux tant qu'il ne s'impliquera pas lors de conflits, comme la guerre des Falklands/Malouines ou l'invasion israélienne du Liban, et ceci de façon massive. Le déclenchement d'un conflit nucléaire — si peu visible soit-il — peut ne pas être apparent mais il demeure suffisamment d'indices pour montrer qu'il est là, à ce niveau.

6. La croissance du militarisme dans le monde va de pair avec une restriction des droits humains et civils. Un des droits humains que le pacifiste doit défendre est le droit des peuples à communiquer directement et à partager des idées communes, indépendamment des frontières nationales. Le mouvement pacifiste doit établir des liens étroits et participer à des actions communes telles que :

— tout mouvement contre les armes et les bases nucléaires, là où il s'en trouve ;

— tout mouvement contre les bases militaires étrangères et l'hégémonie et l'agression des superpuissances, aussi bien que contre les mouvements non-alignés ;

— tout mouvement pacifiste et non violent oeuvrant pour la paix et/ou pour un changement social ;

— tout mouvement écologiste et féministe ;

— tout mouvement pour les droits humains et les libertés civiles.

Ces questions sont liées à une perspective anti-autoritaire qui, finalement, est l'essence du mouvement pacifiste et forme une grande partie de la transformation requise pour l'existence d'une société ne recourant plus à la guerre.

7. Le nouvel internationalisme du mouvement pacifiste est un nouveau type d'internationalisme.

— C'est seulement si dans les pays industriellement avancés nous changeons fondamentalement, que la course aux armements pourra être arrêtée et les forces soutenant le système mondial seront affaiblies au point que les peuples du Tiers-Monde pourront suivre d'autres options pour opérer des changements.

— Nous ne chercherons plus un soutien ou des exemples de succès dans de lointains endroits. Il n'y aura pas de mère ou de père patrie pour le mouvement pacifiste. Nous ne fonctionnerons pas avec les principes révolutionnaires de type « l'ennemi de mon ennemi doit être mon ami ». Nous nous opposerons à la présence des États-Unis au Salvador, sans sympathie pour les Soviétiques, et dénoncerons ce qui se produit en Afghanistan sans sympathie pour le gouvernement américain. Nous n'attendons pas de solutions venant des capitales des superpuissances. Le type de société nouvelle que nous cherchons est à bâtir.

— Nous n'acceptons pas le mythe de la lutte armée. Notre sympathie ira avec ceux qui luttent quotidiennement de manière non violente pour la justice et la liberté, comme le font ceux qui pensent qu'ils n'ont pas d'autre choix que de prendre les armes. Mais ce dernier parcours n'est pas automatique. Chaque fois que nous, comme mouvement, le pourrons, nous arrêterons, dans nos propres pays, tout soutien à l'État qui légitimise et aide matériellement les régimes oppresseurs. Notre succès dépendra de notre patience, de notre courage

et de notre bonne volonté à nous priver nous-mêmes.

— Notre mouvement sera plus conscient de toutes les formes de résistance culturelle à la culture militaro-industrielle que le capitalisme a créée, et le socialisme imitée. Nous avons vu les résultats ultimes de notre civilisation et nous cherchons à supporter ceux qui attaquent les faux prophètes de la consommation à outrance, largement produite sur le dos du Tiers-Monde.

8. Une des tâches importantes du mouvement pacifiste sera de combattre le racisme et l'inimitié croissante envers les immigrants. Étant donné le désordre créé par notre civilisation industrielle dans différentes parties du monde, il n'est pas surprenant que plusieurs personnes essaient de s'évader de leur misère en émigrant dans des pays qui leur offrent la promesse de la fin de leurs souffrances. Mais comme nos propres conditions économiques se détériorent, plusieurs de nos citoyens ressentiront le besoin de défendre leur prospérité par des gestes de xénophobie et de racisme. Cette attitude xénophobe va de pair avec une sympathie pour l'interventionnisme militaire à l'étranger. Ce sera la tâche du mouvement pacifiste de travailler à réduire ce racisme et à aider les résidents étrangers à se sentir chez eux. Ce travail doit être complété d'un encouragement à toute forme de développement économique appropriée aux pays du Tiers-Monde.

9. Le mouvement pacifiste ne peut se fier qu'à lui-même, à l'engagement et aux actions des gens ordinaires. Il n'a aucune raison de faire confiance aux partis politiques de la démocratie parlementaire. L'État est trop impliqué dans la logique des blocs militaires. Les initiatives de désarmement unilatéral, de désarmement industriel et une préoccupation humaniste pour la souffrance des peuples du Tiers-

Monde ne sont pas des principes politiques que l'électoratisme parlementaire peut intégrer, en dépit de la rhétorique de l'opposition parlementaire. Le changement ne peut massivement venir que d'une participation à la base. Le concept de démocratie participatoire, avec ses stratégies adjacentes, implique une stratégie de peuple à peuple contournant les gouvernements, au-delà de toutes frontières.

10. Si nous, comme mouvement pacifiste, agissons au-delà des frontières nationales dans le but d'influencer la structure du pouvoir international, il n'en découle pas que nous devrions établir des ministères des Affaires internationales selon nos politiques d'ancien style alors que les membres à la base se concentraient exclusivement sur des attaques contre le militarisme dans leurs propres pays. Nous devons, au contraire, être présents en grand nombre partout où nous devons être, et ne pas laisser aux politiciens et aux généraux le terrain des zones conflictuelles.

Les rencontres internationales, les ralliements, les manifestations, les camps de la paix sont nécessaires afin que nous puissions communiquer les uns avec les autres de manière élargie et consistante. Il faut que nous prenions l'habitude de voyager, en grand nombre, outre-frontières. Un réseau d'information internationale est crucial et d'énormes pas ont été faits en ce sens avec la publication de journaux comme *End Journal*, *Sanity* et *Disarmament Campaigns*, mais on doit entreprendre encore davantage, et surtout au-delà des limites de la presse écrite. La propagande d'État a encore une influence toute puissante ; il est tragique, par exemple, que durant les événements des Falklands/Malouines, le mouvement ait suivi le drame à la télévision plutôt que de prendre contact avec le CDN britannique et envisager des actions communes visant à contrer l'hystérie de la guerre engendrée.

Le plus grand mouvement de masse du siècle, si l'on se fie au nombre de personnes impliquées, fut le mouvement de libération nationale anticolonial qui a balayé les fondations politiques du système colonial de 1945 à 1975. Maintenant ce mouvement est entré dans sa deuxième phase alors que ses options sont fermées par le système mondial, largement dominé par la métropole. La réorganisation des relations économiques et sociales dans l'hémisphère sud a besoin de changements majeurs dans le Nord industrialisé, de même que d'une mobilisation populaire avec des objectifs sociaux authentiquement nouveaux dans les pays du Sud.

La transition vers un nouvel ordre économique international est intimement liée à la lutte contre la course aux armements et l'interventionnisme. Ces liens étroits, ces inter-relations confirment que paix et justice sont inséparables. La course aux armements afflige les peuples du Tiers-Monde, directement et indirectement. Elle afflige aussi les travailleurs du Nord, car elle engendre une diminution de leur niveau de vie et bloque leurs aspirations à la justice, et ce au profit d'une plus grande militarisation.

Quel est alors le défi à relever dans l'intérêt de chacun ? Les mouvements de solidarité comme les mouvements de libération qui s'opposent à l'intervention militaire doivent se préoccuper de soutenir activement les objectifs du mouvement pacifiste, du fait que le déploiement des armes nucléaires est lui-même une forme d'intervention et d'intimidation militaire — un élément de la stratégie générale de déstabilisation de régions entières du monde comme moyen de poursuivre la course aux armements et maintenir le *statu quo*.

Par exemple, la présence du sous-marin *Trident* dans l'état de Washington est en conflit direct avec le mouvement pacifiste asiatique qui désire faire de l'océan

158 Indien une « zone de paix ». Le déploiement des missiles de croisière à Comiso, en Sicile, est une décision dirigée contre toute l'Afrique du Nord, en plus de constituer une violation des droits nationaux du peuple italien.

À l'inverse, le réseau des organisations qui sont maintenant devenues un mouvement déterminé à empêcher la guerre nucléaire et à faire cesser la course aux armements, sera consistant en autant que nous réagissons au problème de l'intervention militaire. En effet certains cas et formes d'intervention militaire comportent le risque d'une escalade menant à l'étalement réel d'armes nucléaires. Nous avons déjà mentionné l'invasion du Liban par Israël. Nous pouvons aussi citer l'invasion de l'Angola en Afrique du Sud. Ces deux attaques sont des exemples d'intervention militaire inspirée par les États-Unis selon une ligne de confrontation de guerre froide. Les deux cas pouvaient dégénérer en une escalade et les armes nucléaires être utilisées ; dans chaque cas, les agresseurs, Israël et l'Afrique du Sud, détenaient de telles armes nucléaires, à la suite de leurs relations avec les États-Unis et l'OTAN.

Il s'agit d'un développement sérieux que le mouvement pour le désarmement, et les divers groupes concernés par le développement du Tiers-Monde sous ses diverses formes, ne devraient pas ignorer. Non seulement la produc-

tion et le déploiement d'armes nucléaires, mais aussi l'exportation massive d'armes conventionnelles, sont des tactiques jumelles utilisées contre les efforts du monde ordinaire pour établir la justice, la paix et la liberté.

Le mot d'ordre de l'heure est consistance, une consistance qui reconnaisse l'émergence de nouveaux principes reflétant la perspective plus globale du nouveau mouvement pour la paix des années 1980.

Dimitrios Roussopoulos
Traduit de l'anglais
par Pierrette Aubert

Dimitrios Roussopoulos est actif dans le mouvement pacifiste depuis plusieurs années, tant au niveau local, régional et international. Depuis la création du mouvement étudiant pour le désarmement dans les années 1960, jusqu'à la fondation récente de l'Union des pacifistes du Québec (affiliée à la *War Resisters International*), il agit comme écrivain, éditeur, orateur et organisateur. Il a récemment publié deux livres : *Our Generation Against Nuclear War* et *The Coming of World War Three* (Black Rose Books, Montréal).

NOTES

- 1 Cité par Michael Klare, *Mother Jones*, avril 1982.
- 2 Sheila Ryan, *Merip Reports*, mai 1982. Parmi les quatre pays suivants, se trouvent la Tunisie et le Soudan.
- 3 B.M. Blechman et S.S. Kaplan, *et al*, *Force without War : U.S. Armed Forces as a Political Instrument*, Washington, Brookings Institute, 1978.
- 4 Daniel Ellsberg, « Call to Munity », *Protest and Survive*, par E.P. Thompson et Dan Smith, 1981.
- 5 Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, p. 321 et 458, 1981.